

# FRANCE DE GAUCHE VOTE À DROITE?

*Jacques Capdevielle, Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg,  
Etienne Schweisguth, Colette Ysmal*



**NOUVELLE  
ÉDITION**

**Sous la direction de  
Jacques Capdevielle,  
Elisabeth Dupoirier, Gérard  
Grunberg, Etienne  
Schweisguth, Colette Ysmal**

**France de gauche. Vote à  
droite ?**

1998



**SciencesPo.**  
Les Presses

# Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN PDF WEB : 9782724680799

ISBN papier : 9782724605532

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

## S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Avec le soutien du



[www.centre nationaldulivre.fr](http://www.centre nationaldulivre.fr)



**SciencesPo.**  
Les Presses

# Table

**Préface (1988)** (René Rémond)

**Préface (1981)** (Alain Lancelot)

La formidable poussée de la gauche

L'effet patrimoine

Une étude exceptionnelle

## **Introduction**

**Chapitre I. Tableau des électorats en mars 1978** (Jacques Capdevielle *et al.*)

Des potentialités à la cristallisation des électorats au premier tour

Des électorats sociologiquement différenciés

Des électorats idéologiquement hétérogènes

L'hétérogénéité idéologique des électorats au regard de  
l'hétérogénéité sociologique des électeurs

Les transferts de voix entre le premier et le second tour

La quadrature du cercle

**Chapitre II. Stabilité des électorats et attitudes politiques**  
(Colette Ysmal)

Des électeurs stables et des électeurs instables

Stabilité des électorats et intégration politique et sociale

Stabilité des électorats et cohésion idéologique

**Chapitre III. Profession et vote : la poussée de la gauche**  
(Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth)

Le changement socio-démographique et les modifications du  
corps électoral

L'évolution du comportement électoral

Le changement idéologique

La gauche peut-elle gagner ?

**Chapitre IV. L'effet patrimoine** (Jacques Capdevielle *et al.*)

Quel indicateur de richesse retenir ?

L'« effet patrimoine » et ses limites

Revenus, patrimoines et catégories socio-professionnelles

Stratégies d'accumulation patrimoniale et alliances politiques

**Annexe**

## Préface (1988)

René Rémond

*En janvier 1981, les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques publiaient un livre qui s'inscrivait dans le droit fil des grandes études électorales de la Fondation et qui était le fruit d'une recherche de deux années des chercheurs du Centre d'étude de la vie politique française contemporaine sur les élections législatives de mars 1978. Le titre, fait de la juxtaposition de deux affirmations contraires, France de gauche, vote à droite, reflétait la surprise et formulait l'énigme posée aux observateurs par le résultat : au vu des consultations antérieures qui imposaient l'évidence d'une progression régulière et d'une montée irrésistible de la gauche, on attendait un renversement de majorité : la droite elle-même y était presque résignée par avance. Or le corps électoral, bien qu'il parût en majorité acquis à la gauche, reconduisit la majorité sortante. Tout le livre tend à faire comprendre ce qui s'était passé et à en proposer une explication satisfaisante.*

*Depuis les études pionnières d'André Siegfried, il n'y eut guère d'analyse électorale qui n'ait à la fois élargi la perspective et enrichi l'éventail des facteurs invoqués pour rendre compte des comportements des électeurs : France de gauche, vote à droite ne dérogea pas à la règle. Ses auteurs mirent en évidence une variable jusque-là négligée : le patrimoine possédé par les citoyens. En quête de corrélations éventuelles entre données socio-économiques et orientation des votes, on s'était attaché à l'étude des revenus, mais la possession d'un patrimoine et sa composition n'étaient-elles pas des paramètres aussi déterminants, dans une France où, par l'effet conjugué d'un certain enrichissement, des facilités du crédit et des dispositions légales, une majorité de Français était devenue propriétaire de son logement ? La*

*révélation de l'effet patrimoine était assurément un acquis positif durable et Alain Lancelot, préfaçant la première édition de l'ouvrage, n'avait pas tort de juger que c'était un apport original. Peut-être est-il encore plus actuel depuis que la majorité élue aux dernières élections s'est mis en tête de faire du plus grand nombre des Français des actionnaires et que le début des privatisations a accru de plusieurs millions le nombre des petits porteurs. Il y aurait aussi à tenter de mesurer l'effet contraire de la tourmente qui a agité les marchés boursiers et à supputer ses conséquences probables sur leur comportement électoral.*

*A la veille d'une élection présidentielle d'importance, les Presses ont choisi de rééditer tel quel cet ouvrage, avec un seul changement : le signe typographique qui ponctue le titre. Le point d'interrogation dont est assorti l'énoncé des deux propositions contraires ne concerne pas la pérennité de l'analyse ou la pertinence des explications de ce qui se passa en 1978, mais la réalité objective du phénomène. Dix ans ont passé depuis, marqués par tant de changements. Dernièrement, la France a encore voté à droite, mais dirait-on aujourd'hui encore qu'elle est de gauche ? Telle est l'interrogation majeure qui ressort de la lecture de ce livre, confrontée à la succession des renversements de majorité qui ont rempli cette décennie. La victoire escomptée en 1978 et différée a été gagnée par la gauche trois ans plus tard, mais dans le sillage de l'élection de son candidat à la présidence de la République, vérifiant la justesse de l'intuition stratégique de François Mitterrand, convaincu depuis quinze ans que la gauche reconquerrait le pouvoir par la présidence de la République plutôt que par l'Assemblée. Mais, après cinq ans, le pouvoir lui a de nouveau échappé et la droite a pris sa revanche en mars 1986.*

*Encore le succès de la droite n'a-t-il pas été alors aussi éclatant qu'il aurait pu être s'il avait été mesuré à la même aune que le triomphe de la gauche en 1981, le changement de mode de scrutin, en supprimant l'effet amplificateur du scrutin majoritaire, ayant frustré la droite d'une partie des fruits de sa victoire. En effet, la règle du jeu qui n'avait pas été modifiée depuis 1958 a changé par deux fois dans les dernières années : la gauche a interrompu vingt-huit ans de pratique majoritaire continue et rétabli la proportionnelle, et la majorité de droite, revenue au pouvoir, n'eut à son tour rien de plus pressé que de restaurer le scrutin majoritaire. Or on sait que les régimes électoraux ne*

*sont pas neutres : ils ont des effets, pas seulement sur la traduction des suffrages en sièges, mais sur le système des partis, le jeu des alliances, l'élaboration des stratégies et même le choix des électeurs qui intériorisent les conséquences présumées d'un nouveau mode de scrutin et anticipent sur les résultats probables.*

*Au cours de ces dix années, le rapport droite-gauche s'est ainsi modifié à deux reprises. Ces renversements successifs modifient les interprétations. La victoire de la gauche en 1981 avait paru logique : elle n'était que le résultat différé qui aurait dû se produire en 1978 : l'harmonie était rétablie entre les sentiments et les choix. Mais le retour en force de la droite, en 1986, jette le doute sur l'affirmation que la France est de gauche : si la surprise de 1978 pouvait passer pour une anomalie, l'effet d'une saute d'humeur que le résultat de 1981 réparerait, comment expliquer la défaite de 1986 qui venait couronner une série ininterrompue de consultations qui annonçaient toutes, depuis janvier 1982, la remontée de la droite ? Ne serait-ce pas le résultat de 1981 qui serait plutôt l'anomalie ? Replacées dans une perspective à plus long terme qui aurait son point de départ avec le retour à une vie politique ordinaire après la période flamboyante de la Libération, les dernières consultations apparaissent comme l'aboutissement d'une progression régulière de la droite qui n'a cessé de se renforcer au fil des années. Les raisons qui expliquaient les échecs de la gauche et rendaient compte de son impuissance à accéder au pouvoir sont aujourd'hui caduques : le Parti communiste, dont l'orgueilleuse solitude paralysait la gauche en la privant de l'apport d'un quart de l'électorat, n'est plus en mesure de décider de son sort et, près de vingt ans après la disparition du général de Gaulle, le bouleversement qu'il avait apporté au dispositif politique en brouillant les divisions traditionnelles appartient aujourd'hui au passé.*

*Dans ces dix années 1978–1988, la configuration des forces politiques s'est, elle aussi, transformée : Alain Lancelot pouvait décrire celle de 1978 comme dominée par la coexistence de trois systèmes d'affrontement ; elle est aujourd'hui quadripartite et les positions respectives de leurs composantes ont été également bousculées. Le Parti socialiste a poursuivi sa remontée et consolidé son avantage : il a fait mieux que fixer ses électeurs les plus neufs puisque, avec un taux qui tourne autour de 30%, il est la première force politique, inférieure à l'addition des deux composantes de la droite, mais supérieure à chacune*



*des deux. Ni l'épreuve du pouvoir ni le retour à l'opposition n'ont sérieusement porté atteinte à sa prédominance.*

*Le recul du Parti communiste tient tout en ces quelques années : il était encore, en 1978, le premier parti, avec plus de 20% des suffrages exprimés : de surcroît, il passait pour avoir les électeurs les plus fidèles et les plus disciplinés, les plus imperméables à l'influence des événements. Depuis, il a été entraîné dans un déclin précipité ; son électorat a fondu et diminué de plus de moitié. Il est descendu en seconde division et n'est plus aujourd'hui que le dernier des grands partis. Il ne serait plus possible d'écrire, comme il était exact en 1978, que les jeunes lui étaient moins hostiles que leurs aînés ; sa pyramide des âges est actuellement celle où les générations les plus jeunes sont le moins représentées.*

*A l'opposé, là où un vide marquait l'emplacement jadis occupé par l'extrême-droite, on a vu, à mi-distance entre les deux consultations de 1978 et 1988, émerger ou resurgir une droite extrême, le Front national, qui fit approximativement jeu égal avec le Parti communiste, et dont la présence porte à quatre le nombre des grands acteurs du jeu politique.*

*Dans la majorité de droite, le changement le plus profond concerne peut-être moins le rapport de force entre ses deux composantes que leur inspiration et le contenu de leurs programmes respectifs. En 1978, le Rassemblement pour la République se situait encore dans la filiation directe du gaullisme et le prolongement des formations qui s'en étaient successivement inspirées depuis 1958 : il se démarquait soigneusement du libéralisme du septennat giscardien et de l'Union pour la démocratie française. La situation est aujourd'hui toute différente : la réconciliation des deux droites dans l'opposition au gouvernement de gauche s'est faite sur les positions de l'UDF. La plate-forme de l'opposition est du libéralisme tout pur auquel le RPR a souscrit, apparemment sans trouble de conscience. Le libéralisme est le dénominateur commun de la droite et le ciment de son unité.*

*Quant au comportement de ceux, dont a dépendu, en définitive, l'ensemble de ces évolutions — les électeurs — il a, me semble-t-il, vérifié en tout point les intuitions des auteurs de cet ouvrage. « Il se trouve, écrivaient-ils à la suite de 1978, au sein des électorats de la majorité, mais aussi au sein d'une partie de la gauche, une majorité de Français qui souhaite laisser à Valéry Giscard d'Estaing le soin de*

*conduire les affaires de la France, mais qui confierait volontiers en même temps à la gauche le soin de la protéger de la crise. » N'était-ce pas pressentir la faveur que l'opinion témoignerait, en 1986, à la cohabitation ? Il suffirait d'inverser les termes pour décrire la situation actuelle.*

*La discordance que les chercheurs discernaient entre la proximité partisane et le vote n'a fait, depuis, que s'amplifier. L'électeur est devenu de plus en plus autonome : il n'y a plus de clientèle captive et nous avons entendu récemment la plupart des dirigeants reconnaître que les partis n'étaient pas propriétaires des suffrages que leur avaient donnés conditionnellement les électeurs. Cette fluidité rend les choix plus malaisés à prévoir ; en deviennent-ils pour autant inexplicables ? En tout état de cause, ce livre, écrit au lendemain d'une consultation dont dix années nous séparent, garde tout son intérêt et sa relecture reste d'une grande actualité. Si le point d'interrogation s'imposait pour relativiser les deux affirmations dont le couple définissait une situation datée, il ne s'applique ni à l'analyse ni à l'interprétation.*

## Préface (1981)

Alain Lancelot

*En mars 1978, les Français sentent et pensent à gauche, se sentent et se pensent à gauche, et votent en majorité à droite : 44% des électeurs se disent plus proches d'un parti de gauche, 37% plus proches d'un parti de droite. Mais, au tour décisif, 41% seulement votent à gauche et 44% à droite. L'essentiel de ce livre est consacré à expliquer et à dégager la signification de ce prodigieux renversement.*

*Le premier point à prendre en compte est certainement, en 1978, l'unité de la droite et la multiplicité de la gauche. Comme elle paraît lointaine la condamnation sommaire par laquelle Simone de Beauvoir saluait, en 1955, dans Les Temps modernes, la mort de la droite : « La vérité est une : l'erreur multiple. Ce n'est pas un hasard si la droite professe le pluralisme ! » En 1978, la France électorale n'est pas coupée en quatre mais en trois : dans sa composition sociologique et dans ses tendances idéologiques, l'électorat UDF ne se distingue pratiquement pas de l'électorat RPR au sein d'un électorat conservateur unique, tandis qu'à gauche l'électorat communiste ne se laisse nullement réduire à l'électorat socialiste, dans sa sociologie pas plus que dans son idéologie. L'unicité du camp conservateur se trouve d'ailleurs cimentée dans le soutien à M. Giscard d'Estaing : au lendemain des législatives, 62% des électeurs RPR voteraient pour le président sortant en case de présidentielle anticipée, 30% seulement pour M. Chirac. Chacun des électors de gauche voterait, au contraire, en majorité pour le candidat de son parti, M. Marchais pour le Parti communiste et M. Mitterrand pour le Parti socialiste.*

*Jeu à deux, du fait des alliances exigées par le système électoral, jeu à trois, du fait de la division de la gauche, jeu à quatre, du fait des ambitions partisans : la carte électorale de 1978 est tout entière*

*dominée par la coexistence de ces trois systèmes d'affrontement. Nos auteurs montrent de façon lumineuse comment ces systèmes s'articulent et finissent par se hiérarchiser dans la décision électorale. Deux pôles négatifs : le président de la République et le Parti socialiste d'une part, le Parti communiste et le RPR d'autre part. Mais leurs intensités sont fort inégales et fonctionnent au détriment de la gauche chez les électeurs flottants : l'attraction pour M. Giscard d'Estaing compense en effet largement la répulsion relative pour la branche chiraquienne de la majorité, alors que la répulsion pour le Parti communiste l'emporte finalement sur l'attraction relative pour le Parti socialiste. A gauche comme à droite, chaque paire a son atout, mais l'atout maître est dans la paire Giscard d'Estaing-RPR, non dans la paire PS-PC.*

## **La formidable poussée de la gauche**

*La victoire de la droite ne doit pas cacher la formidable poussée de la gauche que traduisent les élections de 1978, non seulement par rapport à 1973, mais même par rapport à 1967. Cette poussée peut être analysée en termes de couches sociales, de courants culturels et de générations.*

*Les bases sociales de la gauche — et notamment de la gauche socialiste — se sont considérablement élargies depuis dix ans, au détriment des bases sociales de la droite : l'urbanisation, la salarisation la tertiarisation, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail ont progressivement réduit dans l'électorat la part des bastions conservateurs — agriculteurs, petits commerçants, bourgeoisie possédante, femmes sans profession — alors qu'augmentait corrélativement la part des couches composées de salariés petits et moyens. Or ces couches en expansion sont celles où la gauche s'est le plus développée depuis 1967 : elle passe de 38 à 59% chez les femmes des couches moyennes salariées, de 46 à 65% chez les ouvrières, de 52 à 70% chez les hommes des couches moyennes salariées, de 59 à 75% chez les ouvriers !*

*Evolution sociologique inséparable d'une évolution culturelle : les « mutants » de la société française semblent s'être détachés de la matrice « catholique-conservatrice » qui les ancrerait à droite pour adopter les valeurs de libéralisme culturel et de protection sociale*

*généralisée que diffusent les partis de gauche. Les traditions idéologiques issues des affrontements politico-religieux de la France rurale commencent à s'affaiblir dans une France urbaine en voie de déchristianisation avancée.*

*La forte corrélation entre la pratique catholique et le vote ne doit pas masquer cet affaiblissement. Tout particulièrement dans les jeunes générations. Les électeurs de moins de 40 ans, en 1978, sont en effet massivement détachés de la pratique religieuse et tout aussi massivement favorables aux positions antiautoritaires du libéralisme culturel. C'est aussi chez eux que l'influence de la gauche a le plus progressé au cours de la dernière décennie. De 1967 à 1978, la gauche gagne 22 points dans les couches moyennes salariées chez les électeurs de moins de 40 ans et 9 points seulement chez ceux de plus de 40. Chez les ouvriers, elle gagne 26 points chez les moins de 40 ans et 7 points chez les plus de 40 ! La « démographie électorale » condamne-t-elle la droite à perdre la majorité ?*

## **L'effet patrimoine**

*On pourrait le penser au vu de l'évolution sociologique et culturelle que la France a connue. Mais, après tout, la France est déjà sociologiquement et culturellement à gauche en 1978, et pourtant elle vote à droite. La division de la gauche, la popularité de M. Giscard d'Estaing, la distribution des candidatures expliquent, certes, pour partie, ce paradoxe, mais sans en rendre compte totalement. C'est, à mon sens, l'apport le plus original du livre qu'on va lire de proposer, en revanche, une explication neuve en dégageant une nouvelle variable clé l'étude des élections : la possession d'un patrimoine.*

*Alors que la possession d'un patrimoine plus ou moins diversifié ne joue pratiquement aucun rôle dans l'adoption de préférences partisans, voire dans l'orientation idéologique en termes de droite ou de gauche, elle paraît, au contraire, très fortement corrélée avec le choix des électeurs en matière de décision politique : choix d'un député, intention de vote à une élection présidentielle, préférence pour telle ou telle coalition gouvernementale. En mars 1978, le niveau de revenu ne joue qu'un rôle très secondaire dans la détermination du vote. C'est la structure plus ou moins diversifiée du patrimoine — quel que soit le*

*montant du revenu — qui départage partisans et adversaires de l'éventuelle alternative de gauche. Quel que soit le revenu, la gauche l'emporte toujours sur la droite chez ceux qui n'ont aucun élément de patrimoine, et la droite l'emporte toujours sur la gauche chez ceux qui ont un patrimoine comportant deux ou trois éléments.*

*Supérieur à celui du revenu, l'effet du patrimoine l'emporte également sur celui de la catégorie socio-professionnelle, ou plus exactement se combine avec celui-ci comme le montrent nos auteurs, à partir d'une analyse magistrale de la confiance envers Raymond Barre en fonction du milieu socio-professionnel d'une part, et de la richesse patrimoniale d'autre part. Cette analyse leur permet notamment de dégager deux groupes charnières dans lesquels les normes socio-professionnelles et la richesse relative s'opposent : les « démunis » sans patrimoine des milieux sociaux conservateurs, et les « dotés » d'un patrimoine des milieux sociaux progressistes. Ces deux groupes constituent le « bloc central » qui est l'enjeu des luttes électorales à venir.*

*Bloc hétérogène au demeurant, politiquement, économiquement, culturellement ; et bloc hésitant, incertain, tiraillé entre les sollicitations contradictoires de ses groupes de référence sociaux et de ses intérêts patrimoniaux. A ce groupe charnière, le « parti du patrimoine » propose une politique valorisant la responsabilité individuelle et les récompenses de l'effort. Le « parti des démunis » propose la généralisation de l'Etat-providence et le plaisir de la libération des mœurs.*

*Dix ans après mai 1968, mais en pleine crise économique, il s'est encore trouvé une majorité pour préférer l'effort au plaisir. Mais la voie est étroite pour consolider cet acquis. M. Giscard d'Estaing semble l'avoir compris puisque, après avoir très largement misé sur le libéralisme culturel au début de son septennat, il s'est engagé en 1978 à « rendre les Français propriétaires de la France ». Reste à savoir dans quelle mesure un engagement de cette nature peut emporter la conviction de cet électorat flottant qui donne à la France une majorité de gauche dans les cœurs et une majorité de droite dans les urnes.*

## **Une étude exceptionnelle**

*Une telle interrogation montre bien la portée de ce livre. En vérité, je*

*ne crains guère d'être démenti en avançant qu'il est appelé à faire date dans l'histoire de la sociologie électorale française. Ne serait-ce que par la vaste enquête sur laquelle il se fonde. Trois éléments se sont en effet conjugués pour faire de cette enquête une enquête exceptionnelle. La dimension de l'échantillon d'abord. C'est la première fois que, grâce à l'aide financière de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique et à la compétence technique de la SOFRES, 4 500 personnes ont pu être interrogées en quelques jours au lendemain des élections. Le lecteur le moins averti des techniques du sondage comprendra vite à la lecture de ces pages quelle précision et quelle sûreté la dimension de cet échantillon apporte à l'analyse. Deuxième facteur exceptionnel, la richesse du questionnaire : soixante-quinze questions, correspondant à près d'une heure d'entretien, permettent, de faire le tour des attitudes qui conditionnent le comportement électoral. Parmi ces attitudes, le questionnaire a fait une place à part à « la stratégie économique » des électeurs face à la crise. On a vu plus haut combien ce parti pris s'est révélé fructueux. Dernier facteur enfin, la sophistication de l'analyse : la plupart des critiques, qu'une sociologie exigeante porte aux sondages d'opinion, tombent d'elles-mêmes devant une analyse si fine et si complètement maîtrisée. La tentation était grande de faire « tout dire » à des données d'une telle richesse, au risque de se perdre dans le détail insignifiant. Nos auteurs n'y ont pas succombé. Au contraire, leur étude fait la preuve qu'une analyse scientifique suffisamment poussée, loin de répondre aux seules questions égotiques d'une poignée de spécialistes, permet de dégager les problèmes de fond, pertinents pour la masse de la population, et d'éclairer leur interprétation en mettant à jour des éléments fondamentaux totalement négligés par le commentaire immédiat. Le pari était risqué. Je suis sûr que les lecteurs trouveront avec moi que l'équipe du Centre d'étude de la vie politique française contemporaine, responsable de ce livre, l'a très largement gagné.*

## Introduction[\*]

L'originalité des élections de mars 1978 ne tenait pas seulement à l'éventualité d'une victoire de la gauche vingt ans après la fondation de la Cinquième République ; ces élections étaient aussi le premier scrutin national à se dérouler en période de crise économique. La mise en place d'une nouvelle division internationale du travail implique, pour y faire face, des réformes profondes de la société française. La nature de ces réformes constituait l'enjeu de ce scrutin : elle était une des données de l'affrontement traditionnel entre la gauche et la droite mais favorisait aussi des interrogations nouvelles sur la finalité de la croissance économique. On pouvait penser par ailleurs que le vainqueur, quel qu'il soit, aurait une faible majorité et devrait, pour faire accepter ses réformes, élargir sa base sociale et politique sans créer en même temps de trop graves dissensions en son sein. De fait, le scrutin de mars 1978 a reproduit la coupure du corps électoral en deux moitiés sensiblement égales, telle que cette coupure était apparue lors de la consultation présidentielle de mars 1974. Par ailleurs, avec la caducité de l'union de la gauche, au moins sous la forme mise en place en 1972, avec la création et le succès électoral de l'UDF au détriment du RPR, les élections de mars 1978 ont introduit une fluidité toute nouvelle dans le champ politique qui peut rendre possible la constitution d'alliances politiques qui n'étaient jusque-là guère envisageables. Mais cette éventualité dépend autant, sinon plus, d'une disponibilité des électeurs que des stratégies gouvernementale et partisane.

Y a-t-il dans les différents électorats des signes de fragilité, voire de rupture, permettant d'envisager à terme une redistribution des électeurs ? Y a-t-il des électorats plus hétérogènes que d'autres ? Dans cette perspective, l'élection de mars 1978 ne sera considérée ni comme un point de départ, ni comme un point d'arrivée, mais comme un moment, le « moment actuel », une coupe synchronique qui traverse des temporalités politique, économique, idéologique, ayant chacune leur



périodisation propre, et les saisit dans leur « entrelacement »<sup>[\*\*]</sup>.

Dès lors que nous avons retenu une approche par sondage pour répondre à cet ensemble d'interrogations, une enquête post-électorale et portant sur un échantillon représentatif de la population électorale française s'imposait. Cette enquête a été réalisée par la Fondation nationale des sciences politiques avec l'aide de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique. Le questionnaire a été élaboré par les auteurs et administré sur le terrain par la SOFRES dès le lendemain du second tour, pendant une période de dix jours (du 20 au 30 mars). Il a atteint 4 507 personnes représentatives du corps électoral français, selon les quotas habituels de sexe, d'âge et de profession du chef de famille.

Il faut souligner la double originalité de cette enquête au regard des sondages politiques existants. Originalité tenant d'abord au délai très bref séparant la saisie de l'information de l'événement proprement dit ; l'actualité post-électorale n'a ainsi eu que peu de temps pour induire des décalages entre les comportements réels et les comportements déclarés. Originalité tenant ensuite à la taille même de l'échantillon qui dépasse, et de loin, celle des enquêtes politiques habituelles, permettant ainsi une analyse plus approfondie des structures d'opinions recueillies.

La comparaison précise entre les résultats du vote reconstitué<sup>[\*\*\*]</sup> et les résultats réels de la consultation montre que, dans l'ensemble, les grandes masses sont respectées malgré quelques distorsions (tableau I).

La plus importante de celles-ci concerne le pourcentage très faible des abstentionnistes déclarés. Même si l'on ajoute le pourcentage des « refus de répondre », la proportion des personnes qui ne déclarent pas de vote (11,5%) reste inférieure à celle observée le 12 mars (16,7%). Mais on sait bien que les enquêtes d'opinion ne permettent jamais une bonne appréciation du comportement abstentionniste.

La seconde distorsion concerne la reconstitution du vote UDF, sensiblement surestimé (22,3% des votes déclarés au lieu de 21,4% des suffrages exprimés) au détriment du RPR. Cette distorsion modifie l'ordre d'arrivée réel des deux principales composantes de la majorité, puisque, dans notre sondage, l'UDF distance le RPR, alors que c'est l'inverse qui s'est produit le 12 mars. Cette mauvaise appréciation est vraisemblablement due à l'imprécision des étiquettes des candidats UDF.

Mais ce qui est remarquable, c'est la précision du niveau de la gauche (49,9% dans notre enquête, 49,5% le 12 mars). Cette précision est due à une excellente saisie du vote communiste. On a réussi, ici, à vaincre la réticence — classique dans les sondages — des électeurs communistes à déclarer leur choix, même couvert par le secret de l'« urne individuelle ». Si la proportion des électeurs socialistes et radicaux de gauche se trouve encore légèrement surévaluée, cette surévaluation n'atteint pas toutefois l'ampleur de celle des sondages pré-électoraux, et restitue bien à cet égard les correctifs apportés le 12 mars aux intentions de vote déclarées dans les mois et semaines précédant la consultation.

Tels quels, ces résultats sont tout à fait représentatifs de ceux du premier tour des élections législatives de mars 1978.

---

#### Notes du chapitre

[ \* ] Nous tenons à remercier ici Irène Fournier et Pierre-Olivier Flavigny, pour l'assistance informatique fournie par le Département de mathématiques appliquées du Centre d'études sociologiques.

[ \*\* ] Dans le sens d'une saisie globale du social, telle que le défend Pierre Vilar contre la critique « antihistoriciste » d'Althusser, dans « Histoire marxiste, histoire en construction. Essai de dialogue avec Althusser », *Annales*, janvier-février 1973, p. 165–198.

[ \*\*\* ] La reconstitution des votes a été faite en utilisant le système des urnes individuelles, habituel à la SOFRES, et qui sauvegarde l'anonymat de la déclaration de vote : parmi un ensemble de bulletins reproduisant l'éventail complet des candidatures de la circonscription où est inscrit l'interviewé, ce dernier choisit et met dans l'urne un bulletin qui porte les noms du candidat et du parti dont il se réclame. Le plan d'échantillon comprend cent circonscriptions électorales qui rendent compte de l'équilibre politique à la veille de la consultation.

# Chapitre I. Tableau des électorats en mars 1978

Jacques Capdevielle

Elisabeth Dupoirier

Colette Ysmal

Plusieurs études ont, au lendemain des élections de mars 1978, analysé la géographie des suffrages<sup>[1]</sup>. Fondées sur les résultats détaillés et exhaustifs du scrutin, même lorsqu'elles portent sur le niveau le plus élémentaire d'enregistrement des résultats — le bureau de vote — ces études ne permettent d'obtenir qu'un panorama des zones de force et de faiblesse des différents électorats, au mieux de saisir leur évolution au regard des précédents scrutins.

Les indications disponibles (total des votes obtenus dans chaque bureau par chaque candidat, total des votes blancs ou nuls, décalages entre les électeurs inscrits et les suffrages exprimés) portent nécessairement sur des agglomérats statistiques et n'ont pour toute identification que l'identité des candidats en présence et leur affiliation partisane.

L'approche des électorats par sondage ne prétend pas — par définition — à l'exhaustivité et elle ne repose pas sur la saisie directe d'un comportement réel, mais sur sa reconstitution, a posteriori dans le cas d'une enquête post-électorale comme la nôtre. Elle présente cependant de nombreux avantages.

Elle permet d'abord de distinguer entre la proximité partisane des électeurs et leur vote, plus ou moins contraint par le système des candidatures, le poids des notabilités locales et les enjeux propres du scrutin.

L'approche par sondage permet ensuite d'élargir considérablement l'information recueillie en ajoutant à l'indication du vote des données concernant l'appartenance sociologique de l'électeur et ses opinions sur les différentes dimensions idéologiques abordées par le sondage.

L'approche par sondage est enfin, parce qu'elle personnalise la décision, la seule qui permette une étude de l'évolution des comportements individuels d'un tour à l'autre du scrutin.

## **Des potentialités à la cristallisation des électorats au premier tour**

### **La France « à gauche » ?**

Au second tour de l'élection présidentielle de 1974, Valéry Giscard d'Estaing l'emporte d'une courte avance sur François Mitterrand, et l'ensemble des commentateurs politiques s'accordent à constater que la France est divisée en deux camps sensiblement égaux qui se reconnaissent l'un dans le candidat unique de la gauche, l'autre dans l'élu de la coalition des partis conservateurs. Elargir et consolider la majorité présidentielle d'ici les élections législatives de mars 1978 est, sans nul doute, un des objectifs prioritaires du début du septennat. Or au fil des consultations électorales qui jalonnent les quatre premières années de ce septennat, c'est la base électorale de la gauche qui s'élargit et se consolide.

Déjà les élections législatives partielles de l'automne 1974 et 1975 annoncent une poussée électorale de la gauche, principalement de la gauche socialiste. Les élections cantonales du printemps 1976 confirment l'irrésistible ascension du Parti socialiste<sup>[2]</sup>. Les élections municipales sont, un an plus tard, l'occasion de tester auprès du corps électoral la popularité de l'alliance socialo-communiste. La loi électorale en vigueur dans les villes de plus de 30 000 habitants, qui prévoit un scrutin de listes bloquées sans possibilité de modifier la composition des